

Le dossier du dimanche



Questions à

Jean-François Ploquin

Directeur général de Forum Réfugiés - Cosi

« Il faut penser au-delà de l'urgence »

Que disent les chiffres de demandes d'asile en France ?

On constate une augmentation très nette depuis 2008. On a atteint le nombre de 100 000 demandes d'asile en France en 2017 (dont 74 000 premières demandes). Donc les besoins en hébergement ne font que croître...

Que pensez-vous de la loi immigration présentée ce mois-ci par M. Collomb ?

Nous sommes clairement opposés sur certains points. Si le gouvernement a notamment annoncé la création de places supplémentaires en centres d'accueil, ces mesures doivent être prises en œuvre rapidement. On a besoin d'un système d'accueil plus solide, plus pérenne.

Mais, il y a aussi la question de l'éloignement. Nous trouvons que ce n'est pas raisonnable de faire passer la durée de rétention de 45 à 90 jours, pour des résultats sujets à caution. Les lieux de rétention ne sont pas faits pour des longs séjours.

Comment sortir concrètement de cette crise migratoire ?

Le système est trop défaillant. Il faut essayer de penser au-delà de l'urgence... C'est sûr : il n'y a pas assez de places actuellement pour accueillir tout le monde. On a besoin d'un système plus fluide, avec moins de maillons qui ralentissent ces procédures d'asile. La loi prévoit normalement que quelqu'un qui se manifeste à la préfecture soit reçu dans les trois jours. Mais certains peuvent attendre plus d'un mois et rien n'est prévu pour leur hébergement. Le guichet unique a aussi besoin de moyens humains suffisants.

Les durées d'instruction des dossiers sont souvent jugées trop longues...

C'est le deuxième point sur lequel on peut progresser. À la base, l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) est censé traiter les dossiers en 3 mois. Dans les faits, on est plus sur 4 mois. Le gouvernement souhaite baisser cette durée à 2 mois donc on attend de voir...

Comment expliquez-vous les tensions que génère l'arrivée des migrants, comme cela a été le cas à Pierrefeu et Tourves l'an dernier, ou plus récemment à La Londe-les-Maures ?

Il y a une réelle ambiguïté chez les citoyens français. D'un côté, on constate qu'il existe un énorme potentiel d'accueil, et de l'autre, qu'il existe aussi un gros potentiel d'inquiétude. Or, on ne peut pas conduire une opération d'ouverture d'un site sans pédagogie. Cela fait aussi partie de notre boulot d'expliquer pourquoi ces gens sont là, comment ils ont vécu,

et comment ils vont être pris en charge.

Mais les enjeux sont aussi politiques... Oui, on l'a vu à

Pierrefeu et à Tourves l'an dernier, où il y a eu une réelle instrumentalisation politique. On a vu des gens très hostiles au projet qui venaient de loin. J'étais là à la réunion publique à Tourves. Les habitants étaient partagés. Mais, il y aura toujours ceux qui sont venus foutre le bazar. C'est du classique.

Finalement, ces expériences se sont-elles plutôt bien passées ?

Ce que l'on observe dans 100 % des cas, quand des centres d'hébergement ouvrent, c'est qu'au bout de quelques jours, les gens voient que ça se passe bien. Et au bout de trois mois, ils ont oublié que les migrants étaient là. C'était le cas à Tourves et à Pierrefeu.

Mais il y aura toujours de la crainte chez certains ?

La difficulté avec les gens qui sont dans la crainte, c'est qu'on ne peut pas leur donner de garanties. Alors qu'au final, il y a toujours de belles histoires. Mais pour que les gens soient plus ouverts, il faut aussi expliquer ce qu'un Afghan ou un Centrafricain vient faire chez nous. Il faut aussi expliquer la guerre, les dictatures. En France, on ne sait plus ce que c'est aujourd'hui, alors qu'en juin 1940, il y a aussi eu des millions de Français jetés sur les routes. Notre pays a lui aussi connu l'exil, la fuite... Mais ça, on ne l'a plus dans notre chair.



Un an après à Tourves,

« C'était un truc de malade. Les gens sont devenus fous ! »

Enveloppée dans une épaisse veste en laine multicolore assortie aux fruits et légumes de ses étals, Céline n'a rien oublié des débats qui ont enfiévré le village de Tourves pendant de longues semaines. Quand elle a appris il y a un peu plus d'un an que la commune allait accueillir des migrants venus de Calais, la jeune épicière, installée en plein cœur du village varois, n'imaginait pas une seule seconde que les choses allaient prendre une tournure aussi « électrique ».

« En fait, il y a très vite eu deux camps qui se sont formés, résume Michel, un chauffeur de poids lourds tourvain, doudoune sans manches sur le dos et casquette de sport des années 90 sur la tête. D'un côté, il y avait ceux qui étaient pour les accueillir, et de l'autre, ceux qui étaient contre. » Michel fait plutôt partie de la seconde catégorie. « Personnellement, c'est sûr qu'on a eu un peu peur, rembobine-t-il avec franchise. C'est humain. Il y a toujours un peu de méfiance. C'est normal de se poser des questions, non ? »

On est début octobre 2016. À l'époque, le gouvernement entend (déjà) démanteler la « jungle » de Calais en répartissant l'afflux de réfugiés dans toute la France. Mais très vite, les rumeurs commencent à circuler dans le village varois. Et les questions laissent place aux pires craintes : « Y aura-t-il des djihadistes dans le lot ? Ou des

gens porteurs de maladie contagieuse ? »

Tags et folles rumeurs

Quelques jours seulement après l'annonce de la venue des migrants, des tags aux messages pas vraiment équivoques commencent à fleurir à toutes les entrées de la commune. « Non aux migrants », peut-on lire en long, en large et en travers de la route. Le combat est le même sur les réseaux sociaux, où des torrents de haine se déversent chaque jour. Pendant ce temps-là, les « pro-migrants » s'organisent. Eux aussi veulent se faire entendre. Pressé par une partie de la population qui prétend avoir « peur pour ses enfants », le maire de Tourves organise alors une grande réunion publique lors de laquelle se massent près de 400 personnes. Objectif : rassurer les habitants les plus inquiets et éviter que le débat ne s'envenime encore un peu plus...

Un an plus tard, en cette fin de matinée fraîche et venteuse, la tension est évidemment retombée. Difficile d'imaginer l'effervescence de l'époque. Il faut dire que d'ordinaire, il ne se passe pas grand-chose dans cette petite ville de 5000 habitants située sur la fameuse RN7, l'ancienne « route des vacances ».

Le clocher de l'église vient de sonner midi et les quelques boutiques du

centre s'apprentent à tirer le rideau. Arrive à l'épicerie du centre une certaine Gilou, venue acheter une tranche de jambon. « Bien sûr qu'on nous avait dit de faire attention aux migrants », témoigne la petite dame, avec son air de Bernadette Chirac méfiante accrochée à son sac à main. À Tourves comme ailleurs, « on » est un peu l'ami de tous. Celui que tout le monde connaît mais que personne n'a

« C'est surtout entre Tourvains que ça s'est mal passé »

« On a entendu des gens raconter vraiment n'importe quoi. Que les migrants allaient rapporter plein de maladies, qu'ils avaient tous la gale, qu'ils allaient nous prendre notre travail, et même violer les femmes », raconte un autre commerçant, complètement désabusé.

« Ils disaient bonjour »

« Dans un premier temps, j'avais assez mal pris qu'on nous impose l'accueil de réfugiés sans nous demander notre avis », se remémore Jean-Michel Constans. Le maire (sans étiquette) de Tourves admet sans tortiller le pas avoir été franchement favorable à l'accueil des réfugiés. La raison ? « On avait surtout l'impression qu'on nous imposait quelque chose en ne prenant pas en compte les mesures sanitaires ni les questions de sécurité ».

Les demandeurs d'asile arrivent donc